

Les économies d'énergie

Note en date du 7 juillet 1974 proposant au ministre de l'Industrie la création d'une agence pour les économies d'énergie

Par Yves MARTIN

L'actuelle crise de l'énergie ne résulte pas d'un caprice passager des pays producteurs momentanément coalisés : elle était inéluctable, car l'augmentation de la consommation de produits pétroliers des pays industrialisés ne pouvait se poursuivre au rythme passé, face aux ressources limitées dont dispose la planète. Si cruelle soit-elle, elle est un avertissement salutaire, intervenu au bon moment, dans la mesure où elle nous invite à revoir complètement nos habitudes de consommateurs d'énergie avant qu'il ne soit trop tard.

1) Les économies possibles sont considérables

Les économies d'énergie accessibles grâce à la mise en œuvre de techniques disponibles sont très importantes :

- ✓ un logement correctement isolé, chauffé à 18° C, exige 2 à 2,5 fois moins d'énergie que les logements mal isolés construits ces dernières années et chauffés à 21° C ;
- ✓ par passager transporté, l'automobile consomme deux fois plus d'énergie que les transports en commun hors agglomération et quatre fois plus en agglomération ; le transport de marchandises en consomme 6 fois plus par route que par fer ;
- ✓ la fabrication de ciment par «voie sèche», qui se substitue progressivement à la «voie humide», exige deux fois moins d'énergie, et l'aluminium «récupéré» cinq fois moins que l'aluminium de «première fusion».

L'innovation ayant été totalement démobilitée depuis vingt ans par la baisse rapide du coût de l'énergie, une politique appropriée doit pouvoir susciter une évolution des techniques d'utilisation de l'énergie qui réduise, bien davantage encore, nos besoins à long terme.

2) Elles sont difficiles à organiser

La mise en œuvre de ces économies suppose la mobilisation d'innombrables initiatives décentralisées. Elle est beaucoup plus difficile à organiser que la production concentrée d'énergie par quelques producteurs très puissants : il ne faut pas céder à la facilité et, en particulier, le programme électronucléaire ne saurait être considéré comme «la solution» nous dispensant de tout autre effort.

3) Deux conditions : des prix élevés et une véritable agence pour les économies d'énergie

Pour susciter les initiatives souhaitables, deux conditions doivent être remplies :

- ✓ les utilisateurs d'énergie doivent payer l'énergie à un prix plus élevé que son prix actuel et avoir des garanties sur une politique à long terme de maintien des prix intérieurs à ce niveau élevé (si nous pouvons souhaiter que la concurrence entre pays producteurs dans un marché pétrolier temporairement excédentaire provoque une certaine baisse momentanée des prix du pétrole importé, nous devons par contre orienter notre consommation sur la base du prix actuel de 13 \$ par baril : ce prix n'est pas trop élevé, il correspond au coût de l'électricité d'origine nucléaire que l'on pourra substituer au pétrole dans l'industrie) ;
- ✓ des structures extrêmement puissantes et efficaces se sont développées pour produire et vendre de l'énergie (sociétés pétrolières, EDF, GDF, CEA, Charbonnages de France). Une distorsion malsaine s'est progressivement produite en leur faveur, qui a encouragé une surconsommation d'énergie (les dépenses de recherche consacrées au développement des ressources d'énergie exploitées par ces organismes sont sans commune mesure avec les dépenses consacrées à améliorer l'utilisation de cette énergie. Grâce à leur taille et à l'aide des pouvoirs publics, ils disposent de financements privilégiés ; enfin, leur puissance commerciale est considérable. Il n'a pas été dépensé moins de 500 MF de publicité en 1973 pour promouvoir la consommation d'énergie).

Face à ces organismes, il faut créer un établissement public puissant à caractère industriel et commercial, dont la mission soit de vendre des économies d'énergie avec les mêmes armes que d'autres emploient pour vendre de l'énergie. Alimentée par une taxe parafiscale de 1 % sur toutes les consommations d'énergie, ayant un budget annuel de l'ordre de 1 milliard de francs, cette agence pour les économies d'énergie aurait vocation à :

- ✓ entreprendre et encourager les actions de recherche, développement et démonstration nécessaires pour promouvoir des techniques nouvelles économes en énergie ;



© F. Achdou/ URBA IMAGES

Forage géothermique à 1800 mètres de profondeur pour la Compagnie parisienne de chauffage urbain (CPCU), Paris, Porte d'Auber-
villiers.

- ✓ informer, documenter et faire de la publicité pour l'économie d'énergie ;
- ✓ financer les installations propres à économiser l'énergie en se faisant rembourser sur les économies d'énergie ainsi obtenues ;
- ✓ participer à la production industrielle des équipements nouveaux nécessaires aux économies d'énergie ;
- ✓ commercialiser les eaux chaudes, actuellement perdues, issues des installations industrielles (notamment des centrales nucléaires).

Elle pourrait être également chargée de la promotion des énergies nouvelles dispersées (solaire, éolienne, géothermie).

4) Actions sectorielles

Logements

La réglementation récemment adoptée pour imposer une bonne isolation thermique des immeubles devra faire l'objet de contrôles nombreux, alors que les conditions d'application du règlement de construction ne sont pratiquement jamais contrôlées.

On devrait envisager une forte augmentation du prix de toutes les énergies utilisées dans le chauffage des im-

meubles, assortie d'une allocation de chauffage uniforme par habitant.

Transports

L'effort actuel en faveur des transports en commun est très insuffisant.

Ici encore, une orientation de la consommation par les prix est possible. Si le prix de l'essence n'avait pas baissé depuis quinze ans en francs constants, il serait aujourd'hui de 2,3 F par litre. Ce prix pourrait être pratiqué aujourd'hui avec une allocation de tickets, délivrés en même temps que la vignette, qui permettraient à chaque propriétaire d'automobile d'acheter 500 litres par an à prix réduit (on pourrait simultanément, si l'on veut ne pas trop accroître la charge fiscale supportée par les automobilistes, supprimer la vignette et réduire le taux de TVA applicable aux automobiles de faible cylindrée).

Industrie

L'énergie est aujourd'hui vendue à l'industrie moins cher qu'elle ne coûte à la collectivité nationale (la thermie contenue dans le pétrole brut importé coûte de 4 à 4,5 centimes, suivant le cours du dollar, alors que le charbon

national est vendu 2,2 centimes par thermie et le fuel lourd 3,5 centimes. Le kWh haute tension est vendu en heures creuses 5 centimes, alors que le seul combustible nécessaire pour le produire coûte 8 centimes à EDF. Un relèvement immédiat de ces tarifs s'impose.

Une politique sélective en matière de crédit doit favoriser les investissements destinés à économiser l'énergie. Des prêts à taux d'intérêt bonifié sont consentis pour encourager les exportations, mais le même avantage est actuellement refusé aux investissements destinés à réduire nos

importations en économisant l'énergie : il y a pourtant un moyen souvent plus rentable et toujours plus sûr de contribuer au rétablissement de notre balance des paiements.

Il faut reconstituer une administration qui connaisse les modalités d'utilisation de l'énergie chez les gros consommateurs industriels, afin de soumettre la conception des équipements nouveaux à un accord préalable de l'administration et de pouvoir procéder à un rationnement efficace en cas de rupture de nos approvisionnements (moins de 100 postes à créer).